

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative Reffye
10 rue Amiral Courbet BP 1708
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 03/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSI

570 rue Peyrehitte
B.P. n 9
65300 Lannemezan

Références : 2025-0049-dp
Code AIOT : 0006802706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement PSI implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de plaintes des riverains faisant état de nuisances olfactives émises par les installations du site PSI ENVIROPOLE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSI
- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan

- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PSI exploite sur son site « Enviropôle » à Lannemezan, des activités de transit, de traitement et de stockage de déchets dangereux et non dangereux. Les installations sont régies par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°65-2016-09-05-003 du 05 septembre 2016 complété par plusieurs arrêtés préfectoraux. L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite «IED», pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleures techniques disponibles du secteur des activités de traitement des déchets (rubriques 3510 et 3550).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
2	nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	émission de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/12/2016, article 23.IV	Demande d'action corrective	4 mois
8	Condition de stockage des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	nuisances olfactives	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 23	Sans objet
4	nuisances olfactives	Arrêté Ministériel du 15/12/2016, article 33	Sans objet
5	Tracabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 5.2.2.1	Sans objet
7	Contrôle des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 1.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté en visite la conformité réglementaire des installations au regard de la gestion des émissions odorantes.

En effet, conformément à l'arrêté préfectoral du 05/09/2016, les installations ne disposent pas de réseaux de captage de biogaz. Cette disposition est justifiée par l'absence de stockage de déchets ayant une fraction fermentescible inférieure à 10%. L'exploitant assure un contrôle des déchets entrants permettant de respecter ces dispositions réglementaires.

Néanmoins, compte tenu des nuisances olfactives recensées occasionnant des gênes pour le voisinage, l'Inspection considère qu'une cartographie des émissions de biogaz doit être réalisée. L'exploitant a mis en œuvre des actions correctives, ayant pour objectif de réduire les sources d'émission d'odeurs (adaptation des conditions d'exploitation, mise en œuvre de nez et de station de mesure de la qualité de l'air en partenariat avec l'association ATMO Occitanie, estimation d'étude technique permettant de caractériser les processus à l'origine d'émanation d'odeurs et permettant de déterminer les actions de neutralisation).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.2
Thème(s) : Produits chimiques, conditions de rejet
Prescription contrôlée : [...] En l'absence de réception de déchets fermentescibles sur l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'installation ne disposera pas de réseau de collecte de biogaz. Néanmoins, dès le démarrage de l'exploitation des nouvelles installations, une campagne de mesure de la qualité de l'air sur l'ensemble du site est réalisée afin d'établir un point zéro et définir le dispositif de surveillance approprié à mettre en place. Les conclusions de cette campagne de mesure sont soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'une campagne d'analyse de la qualité de l'air sur l'ensemble du site lors du démarrage des installations en 2016. Ce dernier justifie de l'absence de création du bâtiment d'unité de valorisation des déchets issus du BTP qui aurait pu émettre des nuisances olfactives. Néanmoins, dans le cadre de la prise en considération de la problématique d'odeur, l'exploitant a conventionné avec l'association ATMO OCCITANIE pour la mise en place d'une station de mesure de la qualité de l'air. Deux campagnes sont programmées sur les périodes estivales et hivernales de l'année 2025. Le cahier des charges de la surveillance de la qualité de l'air sera transmis à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de six mois , procéder à une campagne de mesure de la qualité de

l'air sur l'ensemble de son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.3											
Thème(s) : Produits chimiques, Odeurs_VLE											
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions utiles sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les bassins de stockage ou de traitement des effluents liquides sont entretenus aussi souvent que nécessaire. Leur état est systématiquement vérifié avant la période estivale et les opérations d'entretien éventuellement nécessaires sont réalisées.</p> <p>L'exploitant propose un programme de suivi, à l'occasion des conclusions remises dans le cadre du rapport mentionnée à l'article 3.2.2, afin de s'assurer que le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Eloignement des tiers (en m)</th><th>Niveau d'odeur sur le site (UO/m3)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>100</td><td>250</td></tr> <tr> <td>200</td><td>600</td></tr> <tr> <td>300</td><td>2 000</td></tr> <tr> <td>400</td><td>3 000</td></tr> </tbody> </table>		Eloignement des tiers (en m)	Niveau d'odeur sur le site (UO/m3)	100	250	200	600	300	2 000	400	3 000
Eloignement des tiers (en m)	Niveau d'odeur sur le site (UO/m3)										
100	250										
200	600										
300	2 000										
400	3 000										
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède à une vérification quotidienne de l'ensemble des installations, dont notamment les bassins de stockage des effluents liquides. Celle-ci est réalisée dans le cadre des rondes des responsables d'exploitation. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'une traçabilité de ces contrôles.</p> <p>L'exploitant précise que le bassin de stockage des lixiviats a été nettoyé courant 2022, sans pouvoir présenter de document justificatif.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection ne relève pas de non-conformité relative au stockage des effluents liquides.</p>											

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'un programme de suivi des odeurs, pensant que celui-ci était uniquement à réaliser pour l'unité de valorisation des déchets issus du BTP (cf. point de contrôle n°1 du présent rapport).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de trois mois , justifier d'une traçabilité des vérifications des installations et du nettoyage des bassins de stockage des effluents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, sources
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins d'entreposage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.). L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins d'entreposage ou dans les canaux à ciel ouvert.
Constats : Dans le cadre de la prise en considération des signalements des riverains relatifs aux nuisances olfactives, l'exploitant a mis en œuvre des actions immédiates, ayant pour objectif la réduction des sources d'émission d'odeurs, telles que : <ul style="list-style-type: none"> • l'adaptation des conditions d'exploitation par la diminution de la surface de stockage des déchets dans l'alvéole exploitée (passant de 5 000 m² à 1 500 m²), • l'équipement des têtes de puits de lixiviats (identifiées comme source potentielle d'émanation d'odeur) de biofiltres et leur recouvrement temporaire par de l'argile, • le conventionnement avec l'association ATMO Occitanie pour la mise en place : <ul style="list-style-type: none"> - d'un groupe de nez composé de plusieurs témoins formés permettant d'évaluer et de quantifier les nuisances, - de plusieurs points de mesures de la qualité de l'air (en période d'été et d'hivers), disposés sur le site et à proximité de ce dernier.

<p>Par ailleurs, l'exploitant justifie en séance de la mise en œuvre d'une étude d'analyse technique permettant de caractériser les processus à l'origine d'émanation d'odeurs (consultation en cours). En fonction des résultats de la caractérisation, une étude de neutralisation des odeurs sera lancée.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les offres des prestataires reçues pour la mise en œuvre de ces études.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : nuisances olfactives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/12/2016, article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, couverture casier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'empêcher tout envol de déchets ou de limiter les odeurs, les déchets biodégradables stockés dans un casier sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes ne présentant pas de risque d'envol et d'odeurs. Le compost non conforme aux normes en vigueur, les mâchefers ou les déchets de sédiments non dangereux peuvent être notamment utilisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède au recouvrement hebdomadaire du fond de casier exploité au moyen d'argile. La vérification de la couverture de terre est réalisée lors des rondes de surveillance. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la traçabilité de celles-ci.</p> <p>A noter que l'exploitant dispose d'un stock minimal de terre d'environ 40 000 m³, lui permettant d'assurer le recouvrement régulier de la zone d'exploitation du casier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Tracabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 5.2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, FIP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets admis sur site, soumis à la procédure d'information préalable sont les suivants : déchets non dangereux : bois, métal, pneus, plastiques, papiers, cartons, déchets d'activités économiques déchets inertes provenant des activités du BTP.</p> <p>Avant d'admettre un déchet et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet.</p> <p>Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.</p> <p>L'information préalable est obligatoirement signée par le producteur du déchet et contient au moins les éléments suivants :</p>

- la provenance et la nature du déchet ;
- le code du déchet conformément à la codification en vigueur ;
- les informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- l'apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) et son conditionnement ;
- les données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant, ainsi que toute information pertinente pour caractériser le déchet en question ;
- les risques inhérents et les précautions à prendre au niveau de l'installation de stockage, si nécessaire.

L'exploitant, s'il l'estime nécessaire, sollicite des informations complémentaires. Il soumet le cas échéant l'admission du déchet à une procédure d'acceptation plus complète comprenant une caractérisation précise du déchet confirmant sa nature.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant dans ce recueil les motifs pour laquelle il a refusé l'admission d'un déchet. Ce recueil des informations préalables est conservé au moins 2 ans.

Constats :

L'exploitant dispose d'une fiche d'information préalable établie annuellement avec les détenteurs de déchets. Ce document a été contrôlé lors de la visite d'inspection du 17/09/2024.

En cas de réception de déchets non-conformes, l'exploitant procède au refus de ces derniers et au renvoi du chargement. Les justificatifs de refus ont été présentés en séance et n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : émission de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/12/2016, article 23.IV

Thème(s) : Risques chroniques, cartographie des émissions

Prescription contrôlée :

[...]

IV. Au plus tard deux ans après la première réception des déchets de sédiments, l'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation. [...]

<p>Constats :</p> <p>Conformément à l'arrêté préfectoral du 05/09/2016, les installations ne disposent pas de réseaux de captage de biogaz.</p> <p>Néanmoins, compte tenu des nuisances olfactives recensées, l'Inspection considère qu'une cartographie des émissions de biogaz doit être réalisée conformément à l'article 23. IV de l'arrêté ministériel du 15/12/2016.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant justifie de la mise en place d'une étude de caractérisation des émissions d'odeur (cf. point de constat n° 4 du présent rapport).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de quatre mois, justifier d'une caractérisation des émissions de biogaz sur les installations de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 7 : Contrôle des déchets entrants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 1.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets interdits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets suivants sont interdits sur l'ensemble des installations:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les ordures ménagères et déchets fermentescibles dont la teneur en matière organique est supérieure à 10%; • tout déchet radioactif, c'est-à-dire qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection; • tout déchet provenant du démantèlement d'une installation nucléaire de base; • tout déchet explosible conformément aux définitions du décret en Conseil d'État, pris en application de l'article L.541-24 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle des déchets entrants est réalisé par les agents d'exploitations. Ces derniers s'assurent notamment de la conformité des déchets au regard de leur fraction fermentescible. Si celle-ci est estimée à plus de 10% du chargement, le chargement est retourné à son détenteur.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a procédé à un contrôle par sondage des fiches de refus. Les documents ont été présentés en séance et n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant précise que dans le cadre du projet OMEGA, l'ensemble des déchets détenant une partie fermentescible sera traité directement sur le site d'OMEGA.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Condition de stockage des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, entretien du casier de stockage ISDI
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour: [...] -prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, [...]
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de déchets de laine de verre en bordure de talus de la verse du stockage des déchets inertes. L'exploitant justifie que ces déchets sont stockés dans le casier et que le flan du talus a été certainement détérioré par le passage des engins (le chemin situé entre la verse et la limite de propriété du site étant très étroit). Des traces de terriers ont également été constatées sur le pied du talus à l'affleurement de ces déchets sans que la présence d'animaux n'ait été identifiée. A noter qu'à date de la mise en œuvre des installations du site, les déchets de laine de verre étaient acceptés en installation de stockage des déchets inertes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer de la conformité de son ouvrage de stockage des déchets inertes afin de garantir l'absence de dégradation du talus par le passage des engins ainsi que l'absence de risque d'insalubrité publique à travers la présence d'animaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois